

Les roms, révélateurs des failles de la protection de l'enfance et de notre système éducatif

par Laurent Ott⁽¹⁾

Notre association, Intermèdes-Robinson, organise depuis près de cinq ans une action éducative et sociale auprès des enfants de familles roms résidant dans différents bidonvilles de l'Essonne.

Ce travail, qui a fait l'objet de différentes publications, ne faisait pas a priori partie des activités initiales de notre association. Celle-ci, en effet, développe des actions de développement social communautaire au bénéfice des habitants du quartier grand ensemble de la Ville de Longjumeau. C'est dans le cadre de cette activité que notre association a développé la pratique éducative innovante «d'ateliers de rue», à destination des enfants de tout âge, particulièrement les jeunes enfants et leurs parents.

C'est pour étendre ces dernières activités au bénéfice des enfants d'un premier bidonville que notre association a entrepris de travailler auprès d'une nouvelle population : celle des enfants roms et leurs parents.

Cet investissement progressif a été rendu nécessaire par la découverte et le constat que nous avons fait de l'immense détresse de cette population, et singulièrement de l'impossibilité pour ces enfants de bénéficier des institutions ordinaires de l'enfance. Il s'est d'abord agi de l'école.

Nous avons pu constater le décalage de ces enfants vis-à-vis de l'institution scolaire. Ils n'avaient pour la plupart, jamais bénéficié d'accueil de la petite enfance, ni d'enseignement préélémentaire. Notre association a donc entrepris de réaliser auprès d'eux des activités d'éducation précoce, d'éveil éducatif, destinées, nous le pensions, à faciliter leur passage vers l'école.

Des barrières invisibles

C'est dans le cadre de ces activités que, petit à petit au contact de ce public, nous nous sommes heurtés aux barrières visibles et invisibles qui empêchent non seulement l'école, mais l'ensemble des structures sociales et éducatives de notre pays, de répondre aux besoins de ces publics.

Ce n'est pas seulement l'incroyable difficulté d'obtenir l'inscription scolaire qui faisait en effet obstacle. Cette discrimination est réelle et connue. Nous l'avons rencontrée. Pire, elle n'a

fait que se renforcer au fil des années, ce qui est encore plus inquiétant : refus de certaines municipalités d'inscrire les enfants de minorités roms, que cette discrimination soit ouvertement mise en œuvre, ou réalisée par une accumulation d'exigences illégitimes, impossibles à remplir : demandes de documents non obligatoires, refus d'inscription destinés à faire revenir encore et encore les gens jusqu'à épuisement, affectation dans des écoles éloignées, ou différentes pour les enfants d'une même fratrie. Ces discriminations sont choquantes, mais ne sont pas l'objet de ce présent article.

Nous nous intéresserons ici, à partir du cas de l'école, à une entreprise plus générale : saisir les freins plus invisibles qui trahissent les faiblesses de notre système éducatif et social vis-à-vis de l'enfance, que celui-ci relève de l'Éducation nationale ou plus particulièrement encore, de l'Aide sociale à l'enfance.

Dans le cas de l'école, ces freins invisibles, qui s'ajoutent aux freins politiques, tiennent bel et bien au fonctionnement ordinaire de cette institution : pratiques éducatives, postures professionnelles, manière de voir et vivre son travail dont on ne mesure pas les consé-

quences ou l'inadaptation pour des publics fragiles et précaires.

Les enfants roms révèlent en effet les failles d'un système éducatif, non seulement vis-à-vis d'eux-mêmes, mais vis-à-vis des familles et enfants précaires, en général.

L'impossibilité de l'école de prendre en compte les enjeux éducatifs induits de la scolarisation pour les enfants roms

Les enfants roms connaissent le plus souvent d'innombrables difficultés, non seulement à s'inscrire, mais pour fréquenter l'école, sans que les professionnels qui composent ces institutions parviennent à saisir la nature de ces empêchements, et même quand ils y sont bien accueillis (ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas).

Aller à l'école quand on est très précaire, quand on ne sait pas où on vivra dans les jours, les semaines qui suivent relève d'une performance. Ainsi les en-

(1) *Philosophe, chercheur en travail social, Association Intermèdes Robinson ; <http://assoc.intermedes.free.fr>. L'article a été rédigé le 3 avril 2013, quelques jours après l'expulsion du campement de Moulin Galant dans l'Essonne.*

Des enfants à qui on réclamait pour la cantine les tarifs les plus élevés

fants roms sont en difficulté du point de vue même de l'ambition scolaire. Leur réel désir d'apprendre, de rencontrer d'autres enfants s'affronte à l'exigence d'une institution qui met sans arrêt les enfants en difficulté parce qu'ils n'étaient pas là la veille, parce qu'ils n'ont pas le niveau, et parce qu'ils n'ont pas le même avenir.

Dans le quotidien l'institution scolaire met en œuvre une véritable «*objection*» à la présence des enfants roms. Ceux-ci ne pourront prendre de place à l'école qu'en tant qu'exceptions dont on souligne volontairement ou involontairement l'inadaptation au déroulement de la pratique scolaire communément admise. Ils seront toujours en faute, sans le matériel, le travail, les connaissances préalables et ce qui est requis.

Au collège, les enfants que nous connaissons sont souvent punis ou sermonnés parce qu'ils n'ont pas leurs affaires de sport, de piscine, ou tel livre ou tel cahier alors que tout le monde admet que ces exigences ne sont pas à leur portée et qu'ils devraient en être exemptés. Or, même lorsque l'on ne leur en tient pas personnellement rigueur, les enfants sont perpétuellement mis en infraction du fait de l'incapacité des enseignants à modifier leurs pratiques ordinaires et à prendre en compte la réalité de la précarité.

Les enfants roms sont nombreux à ne pas aller à l'école pour ne pas être stigmatisés, mis à l'écart ou sermonnés du fait de leur non-conformité aux standards et aux exigences non officielles de cette institution : avoir des vêtements propres quand on vit dans la boue et qu'on n'a ni eau ni électricité à la maison, avoir du matériel quand on est parfois ballotté d'hôtel en hôtel et régulièrement obligé d'abandonner ses affaires lors d'expulsions.

L'assignation géographique des enfants et familles roms à la périphérie des villes oblige ces derniers à des déplacements longs dans un environnement urbain inconnu où on a peur de se perdre. La nécessité de prendre les transports en commun quand on ne les connaît pas et qu'on n'a pas d'argent pour acheter des tickets ajoute encore un handicap supplémentaire, surtout quand la peur d'être en infraction, pour les enfants comme pour les parents, rencontre la peur de la police...

Et comme si la somme de ces obstacles ne suffisait encore pas, on y ajoute encore d'autres violences institutionnelles et inutiles : ces enfants ne sont souvent pas admis à la cantine, soit qu'ils n'aient pas pu s'inscrire du fait d'obstacles administratifs, soit qu'ils ne puissent en acquitter le montant.

À ce sujet, nous avons souvent rencontré des enfants à qui on réclamait pour la cantine les tarifs les plus élevés du fait qu'ils étaient dans l'impossibilité de faire calculer un quotient, en l'absence de documents administratifs requis.

Il faut souligner ici l'obstacle social qu'est en train de devenir la restauration scolaire pour les enfants de milieu précaire en général dans notre pays. Leur accès est souvent remis en cause par des exigences spécifiques et supplémentaires au gré de règlements municipaux et locaux souvent peu mis en cause.

Ici on limite l'accès aux enfants dont les parents n'ont pas d'emploi, là on exige que ces enfants réservent leur place des semaines à l'avance et s'engagent à payer les repas non consommés. Dans d'autres lieux encore, on les exclut parce qu'ils ont été absents ; ailleurs, on réduira leur possibilité de s'inscrire en allongeant la liste de documents administratifs nécessaires pour le faire.

L'exclusion des enfants vivant dans un milieu précaire en France n'a pas été prise à ce jour suffisamment en compte et constitue un phénomène flagrant toujours peu étudié. La raison en revient à la diversité des causes de ce phénomène qui repose, d'une part, sur des freins institutionnels, d'autre part, sur des leviers psychologiques et économiques pour les populations concernées : choix économiques, revendication de différences alimentaires, etc.

La privation d'avenir et ses conséquences éducatives

Un autre obstacle à l'accès à l'école mérite d'être analysé, car il n'est pas spécifique aux seuls enfants roms. Il est très difficile pour des enfants, et surtout des adolescents, de partir à

l'école, avec une réserve suffisante de disponibilité psychologique et mentale alors que le milieu familial est rempli de peurs imminentes : expulsion, survie, disparition d'un de ses membres, maladie à laquelle on ne peut faire face, crainte de l'avenir en général...

Plus particulièrement, les enfants roms révèlent une difficulté d'accéder à l'école bien particulière : il leur est difficile de laisser leurs parents pour aller à l'école, le cœur léger. Ils craignent en effet qu'en leur absence ces derniers ne soient arrêtés, expulsés, se perdent ou qu'il leur arrive quelque malheur.

Cet obstacle psychologique à l'accès aux institutions éducatives n'est presque jamais relevé ou analysé. Pourtant il n'est pas propre aux enfants roms. Dans le cadre des activités de notre association, nous le rencontrons chez de nombreux enfants vivant avec des parents isolés, malades, exclus de la vie sociale, très précaires ou diminués. Les enfants constituent une aide, une béquille tellement nécessaire à l'équilibre des adultes (ou de la fratrie plus jeune), qu'ils ne peuvent sans conséquence s'éloigner.

Ces freins et difficultés, souvent non vues et reconnues en tant que telles, pour non seulement accéder à l'école, mais tout simplement la fréquenter, ne sont pas les seuls. Les enfants roms révèlent encore plus sûrement les défaillances et les inadaptations de notre système de protection sociale et de l'aide sociale à l'enfance en général.

Autocensure des travailleurs sociaux

Dans un article paru dans cette revue⁽²⁾, nous avons déjà analysé cette réalité dont la plupart des conseils généraux conviennent : le dispositif d'assistance éducative en milieu ouvert (dénommé communément AEMO administrative) est particulièrement inadapté aux enfants roms. Le peu de présence éducative qu'il permet, l'étrangeté sociale et culturelle à laquelle sont confrontés les professionnels font que ces dispositifs, la plupart du temps, échouent à entrer réellement en contact avec des enfants et des parents dont la réalité paraît incompréhensible.

(2) Association Intermèdes, «*Projet d'expérimentation sociale : assistance éducative en milieu ouvert auprès d'enfants et de familles roms*», JDJ, n° 297, septembre 2010, pp. 31-37.

L'aspect dommageable d'une telle autocensure professionnelle des travailleurs sociaux

Les professionnels éducatifs et sociaux se sentent démunis pour agir sur les raisons réelles des dysfonctionnements sociaux et éducatifs. Ils se sentent impuissants face à des processus économiques, politiques et sociaux, sur lesquels ils n'ont aucune prise. Ils ont tendance à sous-évaluer ce qu'ils pourraient apporter. Face à tant de misère, à tant de marasme, ils pensent d'eux-mêmes qu'ils ne pourraient rien apporter à ces enfants et ces familles.

Dans notre association, nous constatons l'aspect dommageable d'une telle autocensure professionnelle des travailleurs sociaux. Parfois, les éducateurs, les psychologues ne s'aperçoivent pas qu'ils apportent réellement quelque chose à des individus en souffrance, car ils restent trop focalisés par leurs objectifs professionnels, en effet inatteignables dans l'immédiat. Les travailleurs sociaux sont ainsi souvent les premiers à renoncer, à abandonner le travail social et éducatif auprès des familles très en difficulté, car ils sont en quelque sorte prisonniers d'un «*à quoi ça sert ?*» qui les met en difficulté et les fait souffrir.

Faute de pouvoir sauver ces familles et enfants en très grande souffrance et difficulté, les travailleurs sociaux et éducatifs que nous rencontrons avec ces enfants et familles en très grande précarité ont tendance à plus ou moins long terme à devenir fuyants, insaisissables, cassants, car ils se sentent démunis, empêchés. Ces enfants, ces adultes représentent pour eux la confrontation à une vision péjorative et limitative de leur métier qu'ils ont tendance à fuir, plutôt qu'à affronter.

Les roms révèlent ainsi, à leur insu d'autres précarités, plus professionnelles : la prolétarianisation des travailleurs sociaux et éducatifs qui sont de moins en moins ingénieurs de leur propre activité et plus souvent de simples exécutants de mesures, de processus et de programmes (sur l'hébergement, l'aide sociale d'urgence, etc.) dont les finalités et la maîtrise leur échappe.

Le dénuement des roms révèle, selon nos observations, quelque chose d'insupportable du dénuement des travailleurs sociaux et éducatifs eux-mêmes.

Ainsi, les professionnels de l'assistance éducative, mais aussi ceux de la polyvalence de secteur et de l'aide sociale à

l'enfance en général, développent face à cette population des attitudes destinées à la fois à se protéger de ce sentiment d'impuissance, tout en tentant par tous les moyens de faire porter celle-ci par des partenaires extérieurs ou par les individus eux-mêmes, qui en sont victimes.

De par notre pratique éducative et sociale, nous avons été amenés à accompagner de nombreux adultes pour rencontrer et solliciter les services sociaux de l'Aide sociale à l'enfance, de la polyvalence de secteur ou de la PMI. Nous avons également, en leur nom, porté directement de nombreuses demandes et effectué des démarches.

Nous avons constaté par nous-mêmes cette véritable difficulté de ces professionnels pour répondre aux besoins réels et concrets de cette population et nous avons été témoins des justifications, argumentations, véritables rationalisations secondaires qui sont alors mises en avant par nos interlocuteurs pour venir en quelque sorte dénier cette impuissance.

L'inconfort professionnel engendre des attitudes de repli ou de défense

Face à l'absence de réponse possible pour eux, les professionnels sociaux tendent à développer deux attitudes que nous pouvons décrire et caractériser.

La première consiste en la banalisation de la situation. Ces enfants, ces parents, confrontés à des difficultés éducatives, de vie et de survie inouïes, «*ne seraient pas les seuls*». Les professionnels décrivent des cohortes, des files d'attente. Ils tendent à banaliser la situation, à minimiser les problématiques.

Une autre attitude qui entre dans le même domaine consiste à postuler une tendance de ces publics à mettre en scène leur propre exclusion et difficulté de vivre. Ils «*sauraient y faire*», «*on a l'habitude*». Leurs demandes seraient sujettes à caution, car incessantes et systématiques.

Également, on relève chez certains professionnels une propension à survaloriser le potentiel réel de cette population. «*Ils retombent toujours sur*

leurs pattes». En fait, il s'agit de vouloir croire que ces enfants, que ces parents détiendraient dans la réalité bien plus de ressources qu'ils en feraient état. Leur misère, vue du bureau du travailleur social, serait surtout d'apparence, elle entrerait dans une stratégie. En quelque sorte nous serions face à un jeu convenu. Le professionnel aurait besoin de dédramatiser, de ne pas prendre trop au sérieux les problèmes qui lui remontent, car il estime que tout cela serait à la base amplifié et déformé par les usagers eux-mêmes.

En son temps, **Stanislaw Tomckiewicz**, dans son étude sur les maltraitances professionnelles avait déjà décrit un tel processus. Selon lui les institutions maltraitantes véhiculeraient un discours de «*banalisation*» des problèmes vécus par les publics. Et du coup, ce même public serait très vite soupçonné de feindre, de jouer la comédie, de «*surjouer*».

Mais nous retrouvons également dans le discours que nous pouvons entendre des institutions du social une autre tendance tout aussi préjudiciable, qui consiste à l'inverse à singulariser les demandes sociales et éducatives des familles roms.

Ces demandes seraient tellement spécifiques qu'au fond elles ne ressortiraient pas aux services ordinaires de l'Aide sociale à l'enfance ou de la polyvalence de secteur. Il faudrait alors renvoyer ces enfants et ces parents vers des associations spécifiques auxquelles, pour l'occasion, on prête des compétences et des moyens qui, bien entendu, dans la réalité, leur font totalement défaut.

On survalorise les partenaires, en quelque sorte, pour venir expliquer l'impuissance de sa propre institution. D'une certaine manière, et à l'inverse de la première tendance, on prendrait tellement au sérieux les demandes d'aide sociale et éducative, qu'il faudrait les orienter vers des structures «*plus efficaces*».

Dans la réalité, les professionnels qui ont parfois recours à cette tendance, ne sont pas sans savoir l'état réel de dénuement des associations vers lesquelles ils envoient les enfants et familles à longueur de journée. Mais qu'importe ! Il s'agit d'orienter, c'est-à-dire d'éjecter les problèmes auxquels on pense ne pas pouvoir s'affronter.

La formation des travailleurs sociaux reste à ce jour, pour l'essentiel, sourde et aveugle face à cette nouvelle réalité

Bien entendu, une telle situation est vécue dans le malaise et la souffrance par les travailleurs sociaux qui y sont confrontés. Ceux-ci se sentent en difficulté, se sentent jugés. Ils ont tendance à anticiper les reproches par des attitudes défensives et de mise à distance. L'une d'entre elles consiste à dévaloriser les besoins éducatifs et sociaux révélés par les familles et enfants roms.

Au fond, tout cela ne serait pas du ressort du travail social d'une manière générale, mais en quelque sorte ressortirait au secteur de l'humanitaire. Les professionnels ont ainsi tendance à «*tiers mondialiser*» les difficultés éducatives et sociales face auxquelles ils ne voient pas les moyens ou ressources pour y répondre.

Ce serait au fond le rôle de quelques ONG que de prendre en charge ces situations.

C'est la situation elle-même qui est dévalorisée. Elle serait d'une simplicité extrême : un toit et de la nourriture et tout irait bien. Les travailleurs sociaux renoncent à ce moment-là à prendre en compte la réelle complexité des situations vécues par les enfants et familles roms : dépressions, carences éducatives, enfants «*parentifiés*».

Lors de l'accompagnement d'une jeune enfant de quatre ans en souffrance psychologique (phobique depuis un traumatisme vécu lors d'une expulsion violente par la police), nous avons nous-mêmes constaté que la psychologue, dans un premier temps, aurait eu tendance à se déclarer incompétente face à cette souffrance. La confrontation à la misère généralisée de cette famille semblait lui faire perdre de vue la nature psychologique du problème et la pertinence de son rôle et de sa fonction pour y apporter une réponse.

Grâce à notre travail, cette professionnelle a pu assurer la prise en charge nécessaire et la petite fille va mieux aujourd'hui (sauf qu'elle vient de vivre une nouvelle expulsion dramatique dans ses conséquences).

Les roms révèlent ainsi de notre point de vue les difficultés réelles des institutions et des professionnels du social à faire face aux nouvelles problématiques sociétales : celles liées à la précarité, à la violence économique et politique qu'affrontent des groupes de plus en plus nombreux au sein de notre société qui se délite.

L'enjeu est tel qu'il faudrait développer d'urgence de nouvelles qualifications et de nouvelles pratiques professionnelles. Face aux réalités violentes de la vie sociale qui s'impose à nous, il devient impérieux que les professionnels développent de nouvelles références théoriques et pratiques pour soutenir leurs modèles d'intervention.

Nous ne pouvons plus baser l'action éducative et sociale, et particulièrement l'Aide sociale à l'enfance, sur des référents théoriques qui ont été forgés dans les années de croissance.

Les travailleurs sociaux ne sont plus confrontés aujourd'hui, comme ils le croient trop souvent de par leur formation professionnelle, à des problématiques de «*places*» symboliques au sein de la famille, ou de frustration, mais à de nouvelles problématiques qui sont tout à l'inverse. Ce qui menace aujourd'hui les enfants et les familles, principalement en milieu précaire, ce sont bien davantage des problématiques du lien, et du risque de disparition dans la réalité de leurs repères.

Les violences qu'ils rencontrent, notamment de la part des institutions, ne sont pas que symboliques, elles sont aujourd'hui réelles et concrètes.

Or la formation des travailleurs sociaux reste à ce jour, pour l'essentiel, sourde et aveugle face à cette nouvelle réalité, car les formateurs qui l'animent n'ont le plus souvent pas d'expérience de celles-ci.

De même, cette formation actuelle des travailleurs sociaux reste toujours très ancrée dans des approches très individualistes ; il est alors d'autant plus compliqué pour les professionnels de saisir les «*causalités*» collectives des phénomènes auxquels ils sont confrontés. De même, dans leurs moyens d'action, il manque souvent à la fois le temps et les moyens, comme les bases théoriques pour réaliser les actions sociales collectives qui seraient nécessaires.

De ce point de vue, le public rom témoigne une fois de plus de difficultés qui dépassent le cadre de ses particularités. En effet, vis-à-vis de ce public, les approches de développement social et communautaire seraient grandement souhaitables, mais les travailleurs sociaux ne s'y risquent pas, sans doute par manque d'assurance et d'outillage. Faute de réaliser ces changements, de tirer les conséquences des inadap-

tations de nos dispositifs sociaux et éducatifs, et particulièrement dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, les travailleurs sociaux doivent s'attendre à être de plus en plus associés contre leur gré à une véritable «*machine à produire la précarité*» face à laquelle ils se sentent impuissants.

Car comment qualifier autrement les dispositifs auxquels ils se prêtent sans les remettre en cause ?

Le 115 remet à la rue tous les trois jours des familles et des enfants qui sont chaque fois un petit peu plus pauvres. Ils perdent progressivement toutes leurs affaires, abandonnent le peu qu'ils possèdent et vivent dans la réalité bien plus mal que dans les *squats* ou les bidonvilles dont on les a expulsés.

Ils sont plus pauvres, ne peuvent plus ni cuisiner, ni laver leur linge, ni se déplacer sans argent alors qu'on les déplace d'un bout à l'autre de la région dans des secteurs urbains où ils n'ont pas de repères.

Qui étudiera et nommera une telle violence pour ce qu'elle est ? Ajoutons que cette violence a un coût financier qui s'ajoute au coût humain et social, et qu'il est exorbitant et enrichit des vendeurs de sommeil, tandis que les usagers sont de plus en plus misérables.

Le fait que les roms soient contraints au nomadisme qu'on leur reproche, qu'ils doivent perdre régulièrement le bénéfice de tous les projets éducatifs qu'ils ont cherché à nouer et que l'on fabrique une bonne part de la précarité dont on prend excuse pour dire qu'elle est telle qu'on ne peut y répondre... nous apprend beaucoup sur les dysfonctionnements de nos structures et de nos dispositifs.

Ceux-ci ne se limitent pas à ce public. Ce sont tous les publics en difficulté sociale et éducative, roms ou pas, nomades ou pas, qui sont aujourd'hui confrontés aux mêmes incohérences institutionnelles, aux mêmes tendances que nous avons décrites.

Construire le travail social de demain nécessite du courage, mais est aussi un enjeu capital dans lequel les acteurs sociaux qui travaillent au plus près des populations les plus exclues sont prêts à contribuer.